

## **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES**

### **MARCHÉ PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES**

---

**Acquisition avec garantie (maintenance préventive et curative) d'un duo de marmites avec malaxeurs**

---

N° du CCAP : 25EEASLA025

**Centre Hospitalier Universitaire de Bordeaux**  
12 Rue Dubernat  
33404 Talence CEDEX

## SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat .....	3
1.1 - Objet du contrat.....	3
1.2 - Décomposition du contrat.....	3
2 - Pièces contractuelles .....	3
3 - Confidentialité et mesures de sécurité.....	3
4 - Durée et délais d'exécution.....	3
4.1 - Durée contractuelle du contrat .....	3
4.2 - Délais d'exécution des tranches.....	4
5 - Prix.....	4
5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués .....	4
5.2 - Modalités de variation des prix.....	5
5.3 - Dispositions spécifiques aux tranches.....	6
6 - Garanties Financières.....	6
7 - Avance.....	6
7.1 - Conditions de versement et de remboursement.....	6
7.2 - Garanties financières de l'avance.....	7
8 - Modalités de règlement des comptes.....	7
8.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs.....	7
8.2 - Présentation des demandes de paiement .....	7
8.3 - Délai global de paiement .....	7
8.4 - Paiement des cotraitants .....	8
9 - Conditions d'exécution des prestations.....	8
10 - Développement durable.....	9
11 - Constatation de l'exécution des prestations .....	9
11.1 - Vérifications .....	9
11.2 - Décision après vérification .....	10
12 - Garantie des prestations.....	11
13 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle .....	12
14 - Pénalités .....	12
15 - Assurances.....	12
16 - Résiliation du contrat.....	13
16.1 - Conditions de résiliation .....	13
16.2 - Redressement ou liquidation judiciaire .....	13
17 - Règlement des litiges et langues .....	13
18 - Clauses complémentaires .....	13
18.1 Acquisition.....	13
18.2 Garantie - Maintenance préventive et curative .....	14
18.2.1 Maintenance préventive .....	14
18.2.2 Maintenance curative .....	14
18.2.3 Fourniture illimitée de pièces détachées dans le cadre de la garantie .....	14
18.3 Modalités communes à toutes les prestations de maintenance .....	15
18.3.1 Consignes à respecter .....	15
18.3.2 Rapport d'intervention.....	15
18.4 Modalités communes à toutes les prestations du marché .....	15
18.4.1 Modalités de livraison .....	15
18.4.2 Stipulations relatives à l'application des conditions générales de vente.....	15
19 - Obligation d'égalité, de laïcité et de neutralité .....	16
20 - Dérogations .....	16

## 1 - Dispositions générales du contrat

### 1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent :  
Acquisition, comprenant une garantie intégrant la maintenance préventive et curative d'un duo de marmites avec malaxeurs

Lieu(x) d'exécution :  
CHU de Bordeaux  
UCPA  
Avenue de Magellan  
33600 Pessac

### 1.2 - Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

Les candidats ont l'obligation de répondre à la solution de base, à la variante ainsi que la tranche optionnelle.

La tranche optionnelle est aussi obligatoire pour la variante.

Les prestations sont réparties en 2 tranches :

Tranche(s)	Désignation
TF	Acquisition, maintenance préventive et curative d'un duo de marmites avec malaxeurs
TO001	Le rétrofitage des marmites à vapeur

## 2 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes : annexe 1 : désignation des co-traitants et répartition des prestations
- La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF)
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et son annexe 1 : schéma de la zone
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- Le Mémoire Technique du titulaire

## 3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-FCS.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

## 4 - Durée et délais d'exécution

### 4.1 - Durée contractuelle du contrat

L'exécution des prestations débute à compter de la date de notification du contrat.

La durée contractuelle du marché court de la date de notification jusqu'à la fin de la garantie de la tranche ferme ou de la date de fin de la garantie de la tranche optionnelle si celle-ci est affermée.

Tranche(s)	Délai	Date de début	Précisions
TF	3 ans	A la notification du marché	1 an de fabrication (10 à 12 mois) et livraison 2 ans de garantie avec maintenance préventive et curative associée à compter de la réception de la machine.
T0001	3 ans	A la date d'affermissement	1 an de fabrication (6 à 7 semaines) 2 ans de garantie avec maintenance préventive et curative associée à compter de la réception de la prestation.

## 4.2 - Délais d'exécution des tranches

La durée prévisionnelle de chaque tranche est fixée comme suit :

Tranche(s)	Délai	Date de début	Précisions
TF	3 ans	Date de notification du marché	1 an de fabrication et livraison 2 ans de garantie avec maintenance préventive et curative à compter de la réception de la machine
T0001	3 ans	Déclenchement à compter de la réception de la machine	1 an (6 à 7 semaines d'installation) 2 ans de garantie intégrant la maintenance préventive et corrective incluant.

Ces délais partent, pour la tranche ferme, à compter de la date de notification du marché et, pour la tranche optionnelle, à compter de la date fixée par l'ordre de service prescrivant de commencer l'exécution des prestations de la tranche considérée.

Le délai limite de notification de l'ordre de service prescrivant de commencer les prestations d'une tranche optionnelle court à compter du début d'exécution de la tranche ferme. Il est indiqué ci-dessous :

Tranche optionnelle	Délai limite de notification
T0001 : Le rétrofitage des marmites à vapeur	36 mois

Le pouvoir adjudicateur a la possibilité d'affermir la tranche optionnelle jusqu'au dernier jour de la tranche ferme.

## 5 - Prix

### 5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par un prix global forfaitaire selon les stipulations de l'acte d'engagement.

#### ACQUISITION

Le prix d'acquisition marmites comprend tous les frais nécessaires à l'exécution des prestations décrites au CCAP et notamment :

- le conditionnement, l'emballage et la manutention,

- l'assurance,
- le stockage,
- le transport jusqu'au lieu de livraison,
- les prestations de vérification,
- la garantie (comprend 2 ans de maintenance préventive et curative conformément aux éléments détaillés ci-dessous),
- la documentation technique,
- la mise en ordre de marche,
- la formation des utilisateurs,
- les charges fiscales parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation.

#### GARANTIE - MAINTENANCE PREVENTIVE

Les prix de la garantie comprennent tous les frais nécessaires à l'exécution des prestations de maintenance préventive décrites au CCAP et notamment :

- le conditionnement, l'emballage et la manutention,
- l'assurance,
- le stockage,
- les opérations de vérifications,
- la main d'œuvre,
- les frais de déplacement,
- la fourniture illimitée des pièces détachées et la constitution ainsi que le maintien d'un stock des pièces détachées stratégiques,
- les frais de port des pièces détachées,
- l'accès à la télémaintenance le cas échéant,
- les documents et la formation,
- les frais de gestion,
- les charges fiscales parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation.

#### GARANTIE - MAINTENANCE CURATIVE

Les prix de la garantie comprennent tous les frais nécessaires à l'exécution des prestations de maintenance curative décrites au CCAP et notamment :

- le conditionnement, l'emballage et la manutention,
- l'assurance,
- le stockage,
- les opérations de vérifications,
- la main d'œuvre,
- les frais de déplacement,
- la fourniture illimitée des pièces détachées et la constitution ainsi que le maintien d'un stock des pièces détachées stratégiques,
- les frais de port des pièces détachées,
- l'accès à la télémaintenance le cas échéant,
- les documents et la formation,
- les frais de gestion,
- les charges fiscales parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation.

Au terme de la période de deux ans de garantie, les machines seront intégrées au sein du contrat de maintenance des équipements de cuisine du GHT alliance de Gironde.

## **5.2 - Modalités de variation des prix**

Les prix sont fermes et non actualisables pour la tranche ferme.

Les prix sont révisables annuellement à compter de l'affermissement pour la tranche optionnelle.

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise de l'offre par le titulaire ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix sont révisés annuellement par application aux prix du marché d'un coefficient Cn donné par la formule :

$$Cn = 15.0\% + 85.0\% (CPF24 (n) / CPF24(o))$$

Selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision.
- Index (n) : valeur de l'index de référence au mois n.
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Le mois " n " retenu pour le calcul de chaque révision périodique est celui qui précède le mois au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule. Les prix ainsi révisés sont invariables durant cette période.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index connue au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

### **5.3 - Dispositions spécifiques aux tranches**

Les prix sont établis sans rabais ni indemnité de dédit.

## **6 - Garanties Financières**

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

## **7 - Avance**

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG - Fournitures Courantes et Services.

### **7.1 - Conditions de versement et de remboursement**

Une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial de la tranche affermie est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire de l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 15,0 % du montant initial, toutes taxes comprises, de la tranche affermie, si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,0 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Ce taux est fixé à 10,0 % lorsque le titulaire du marché public est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du Code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au titulaire dès la première demande de paiement. Il doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80,0 % du montant toutes taxes comprises de la tranche affermie.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre, et le taux de l'avance est déterminé au regard de la taille d'entreprise de chacun des membres. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

## **7.2 - Garanties financières de l'avance**

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

# **8 - Modalités de règlement des comptes**

## **8.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs**

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

### **ACQUISITION :**

- Acompte 30 % à la commande
- Acompte 30 % à la livraison
- Paiement définitif : 40 % à la signature du PV d'admission définitive

### **TRANCHE OPTIONNELLE 1 :**

Le rétrofitage des marmites à vapeur :

- Acompte 30 % à la commande
- Acompte 30 % à la livraison
- Paiement définitif : 40 % à la signature du PV d'admission définitive

## **8.2 - Présentation des demandes de paiement**

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

### **Informations à utiliser pour la facturation électronique**

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 26330582300019

## **8.3 - Délai global de paiement**

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 50 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

#### 8.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement. Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

### 9 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

#### Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification par le biais du profil d'acheteur d'une décision, observation ou information faisant courir un délai n'est pas prévue.

#### Stockage, emballage et transport :

Le stockage, l'emballage et le transport des fournitures sont effectués dans les conditions de l'article 20 du CCAG-FCS. Les emballages relèvent de la responsabilité du titulaire et restent sa propriété. Le transport s'effectue sous sa responsabilité jusqu'au lieu de livraison.

#### Conditions de livraison :

La livraison des fournitures s'effectuera dans les conditions de l'article 21 du CCAG-FCS.

#### Formation du personnel :

Le titulaire assurera la formation du personnel chargé d'utiliser les prestations.

Une formation pour les utilisateurs et les techniciens est incluse dans l'offre du titulaire. Elle est effectuée sur site par le titulaire.

Cette dernière sera effectuée dans la semaine suivant l'installation de la machine sur le site du CHU de Bordeaux.

La Formation utilisateur sera sur plusieurs niveaux :

- Niveau opérateur : Utilisateur supervision niveau opérateur, superviseur (création des recettes) : 5
- Niveau maîtrise : administrateur (gestion des autorisations et des paramètres, accès niveau maintenance) : 5
- Niveau maintenance : utilisation machine niveau opérateur, technicien de maintenance niveau I à III : 3.

Le nombre de personnes à former est susceptible d'évoluer à + ou - 2 personnes.

Le titulaire devra également former le titulaire de contrat de maintenance des équipements de cuisine à la bonne utilisation et à la maintenance des équipements installés sur l'établissement du CHU de Bordeaux.

En cas de changement de personnel important (plus de 80% des personnes formées) qui ne seraient plus présent au sein de l'établissement. Le titulaire s'engage à venir former les nouvelles équipes du CHU de Bordeaux.



## 10 - Développement durable

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère social qui prennent en compte les objectifs de développement durable comme suit :

Le titulaire doit intégrer une démarche écoresponsable dans le cadre de l'exercice de sa mission.

Ces mesures portent sur les actions visant à améliorer la performance en matière de protection de l'environnement notamment en termes d'équipements techniques mis en œuvre pour l'exécution des prestations (réduction de l'empreinte carbone, utilisation de véhicules propres, utilisation de produits issus de filières vertueuses par exemple) et de gestion des déchets produits lors de l'exécution des prestations (utilisation de filières de recyclage, gestion du tri par exemple).

## 11 - Constatation de l'exécution des prestations

### 11.1 - Vérifications

Les vérifications seront effectuées dans les conditions suivantes :

Opérations de vérifications :

#### Nature des opérations :

Les matériels faisant l'objet du marché sont soumis à des vérifications quantitatives et qualitatives, destinées à constater qu'ils répondent aux stipulations du marché.

Les opérations de vérification quantitative ont pour objet de contrôler la conformité entre la quantité livrée et la quantité indiquée sur le marché.

Les opérations de vérification qualitative ont pour objet de contrôler la conformité des fournitures livrées avec les spécifications du marché.

#### Frais de vérification :

Quels que soient les résultats des vérifications, les frais qu'elles entraînent sont à la charge du pouvoir adjudicateur de chaque établissement.

Par dérogation 27.2.2 du CCAG FCS la date à partir de laquelle les prestations pourront être présentées en vue de ces vérifications est la date de réception du livrable.

Présence du titulaire :

Par dérogation à l'article 27.3 du CCAG-FCS le pouvoir adjudicateur de chaque établissement n'avise pas le titulaire des jours et heures fixés pour les vérifications. L'absence du titulaire, ou de son représentant, ne fait pas obstacle au déroulement des opérations de vérification.

Le pouvoir adjudicateur de chaque établissement effectue, au moment même de l'exécution des prestations, les opérations de vérification quantitative et qualitative simples.

#### Déroulement des opérations de vérifications :

Les opérations de vérification sont exécutées par le pouvoir adjudicateur dans les conditions prévues ci-après.

Pour les vérifications qui sont effectuées dans les locaux du pouvoir adjudicateur ou dans tout autre lieu désigné par lui, le point de départ du délai est la remise du livrable associé à chaque phase.

Dans le cas d'un marché comportant des parties distinctes à livrer, la livraison de chaque partie fait l'objet de vérifications et de décisions distinctes.

#### Les critères suivants permettront de prononcer l'admission du matériel :

- Livraison conforme à la commande,
- Matériel en ordre de fonctionnement, protocoles de test et qualifications effectués,
- Rapports des protocoles de test et qualifications validés,
- Notice d'utilisation en français fournie,
- Manuels techniques et manuels de maintenance,
- Tous les documents relatifs à la construction des marmites,
- Formations du personnel utilisateur et des techniciens.

## 11.2 - Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions suivantes :

### Décision après les vérifications quantitatives :

A l'issue des opérations de vérification quantitative, si la quantité fournie n'est pas conforme aux stipulations du marché, le pouvoir adjudicateur peut décider de les accepter en l'état ou de mettre le titulaire en demeure, dans un délai qu'il prescrit :

- soit de reprendre l'excédent fourni ;
- soit de compléter la livraison.

### Décision après les vérifications qualitatives :

A l'issue des opérations de vérification qualitative, le pouvoir adjudicateur prend une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet dans les conditions prévues ci-dessous :

#### Admission :

Le pouvoir adjudicateur prononce l'admission des prestations, sous réserve des vices cachés, si elles répondent aux stipulations du marché, dans un délai de deux mois à compter de la remise du rapport de qualification opérationnelle par le titulaire.

L'admission sera établie lors de la remise du rapport validé de qualification opérationnelle. L'admission prend effet à la date de signature par les deux parties du procès-verbal d'admission définitive, ou à l'issue du délai de deux mois en cas de silence gardé par le pouvoir adjudicateur. »

#### Ajournement :

Lorsque le pouvoir adjudicateur estime que des prestations ne peuvent être admises que moyennant certaines mises au point, peut décider d'ajourner l'admission des prestations par une décision motivée. Cette décision invite le titulaire à présenter, à nouveau, au pouvoir adjudicateur les prestations mises au point, dans un délai de 15 jours.

Le titulaire doit faire connaître son acceptation dans un délai de 10 jours, à compter de la notification de la décision d'ajournement. En cas de refus du titulaire ou de silence gardé par lui durant ce délai, le pouvoir adjudicateur a le choix d'admettre les prestations avec réfaction ou de les rejeter, dans un délai de 15 jours courant de la notification du refus du titulaire ou de l'expiration du délai de 10 jours ci-dessus mentionné.

Le silence gardé par le pouvoir adjudicateur au-delà de ce délai de quinze jours vaut décision de rejet des prestations.

Si le titulaire présente à nouveau les prestations mises au point, après la décision d'ajournement des prestations, le pouvoir adjudicateur dispose à nouveau de la totalité du délai prévu pour procéder aux vérifications des prestations, à compter de leur nouvelle présentation par le titulaire.

Dans le cas où les opérations de vérification ont été effectuées dans les locaux du pouvoir adjudicateur, le titulaire dispose d'un délai de 15 jours, à compter de la notification de la décision d'ajournement, pour enlever les biens ayant fait l'objet de la décision d'ajournement.

Passé ce délai, les biens vérifiés peuvent être évacués ou détruits par le pouvoir adjudicateur, aux frais du titulaire.

Les prestations ajournées, dont la garde dans les locaux du pouvoir adjudicateur présente un danger ou une gêne insupportable, peuvent être immédiatement évacuées ou détruites, aux frais du titulaire, après que celui-ci en a été informé.

#### Réfaction :

Lorsque le pouvoir adjudicateur estime que des prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations de l'accord-cadre, peuvent néanmoins être reçues en l'état, il en prononce l'admission avec réfaction du prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées.

Cette décision doit être motivée. Elle ne peut être notifiée au titulaire qu'après qu'il a été mis à même de présenter ses observations.

Si le titulaire ne présente pas d'observations dans les 15 jours suivant la décision d'admission avec réfaction, il est réputé l'avoir acceptée. Si le titulaire formule des observations dans ce délai, l'acheteur dispose ensuite de 15 jours pour lui notifier une nouvelle décision.

A défaut d'une telle notification, l'acheteur est réputé avoir accepté les observations du titulaire et l'admission est réputée sans réfaction.

**Rejet :**

Lorsque le pouvoir adjudicateur estime que les prestations ne peuvent être admises en l'état, il en prononce le rejet partiel ou total.

La décision de rejet doit être motivée. Elle ne peut être prise qu'après que le titulaire a été mis à même de présenter ses observations.

En cas de rejet, le titulaire est tenu d'exécuter à nouveau la prestation prévue par le marché.

Par dérogation à l'article 30.4.3 du CCAG-FCS, le titulaire dispose d'un délai de 3 mois à compter de la notification de la décision de rejet pour enlever les prestations rejetées. Lorsque ce délai est écoulé, elles peuvent être détruites ou évacuées par le pouvoir adjudicateur, aux frais du titulaire.

Les prestations rejetées, dont la garde dans les locaux du pouvoir adjudicateur présente un danger ou une gêne insupportable, peuvent être immédiatement évacuées ou détruites, aux frais du titulaire, après que celui-ci en a été informé.

**Transfert de propriété :**

L'admission des prestations entraîne le transfert de propriété.

## 12 - Garantie des prestations

Les prestations feront l'objet d'une garantie de 2 ans dont le point de départ est la date de notification de la décision d'admission.

Les modalités de cette garantie sont les suivantes :

**ACQUISITION**

La durée de garantie précitée est une durée minimale. La durée de garantie applicable au présent marché sera celle précisée par le titulaire dans le mémoire technique si celle-ci est supérieure à la durée minimale précitée.

Tout défaut mis à jour sera pris en charge au titre de la garantie.

La garantie inclut la maintenance préventive, la maintenance curative, la main d'œuvre, les pièces détachées et les déplacements.

Le délai de remise en ordre de marche dans le cadre de la garantie est précisé à l'article 4.1.

Les exclusions, s'il y en a seront décrites, justifiées, et pour chacune d'entre elles un engagement sur le délai de remise en ordre de marche devra être proposé.

Par dérogation à l'article 33.5 du CCAG/FCS, les interventions d'une durée supérieure à 2 jours ouvrables, effectuées pendant la période de garantie et entraînant l'arrêt de l'exploitation du matériel, reporteront le terme de la garantie pour une durée égale à celle de l'arrêt d'exploitation. Les interventions seront, dans ce cas, entièrement à la charge du titulaire (pièces de rechange, etc.).

Au cours de la période de garantie, le titulaire sera tenu d'établir un compte-rendu pour chaque intervention, qui sera remis au Responsable Maintenance Service Restauration de l'établissement.

La garantie ne s'appliquera pas en cas de dysfonctionnements, pannes ou détériorations non imputables au fonctionnement normal ou à une utilisation normale des matériels, ni après réparation par des personnes non habilitées par le titulaire.

## 13 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Aucun droit de propriété intellectuelle n'est applicable à ce contrat.

## 14 - Pénalités

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, sans une justification valable (ex : rupture mondiale de pièce pour la fabrication de la machine) par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à 100,00 €.

Acquisition :

Pénalités de retard dans la livraison des matériels :

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS, en cas de dépassement du délai contractuel de livraison le montant de la pénalité s'élève à 100,00 € par jour de retard.

Maintenance :

En cas de retard dans la prise en charge en cas de maintenance curative, le montant de la pénalité s'élève à 100,00 € par jour de retard.

En cas de non intervention du prestataire après constatation d'une panne dans un délai de 24h, le montant de la pénalité s'élève à 100,00 € par jour de retard.

En cas de retard dans la production suite à une panne non résolue au-delà de 5 jours après constatation, le montant de la pénalité s'élève à 100,00 € par jour de retard.

En cas de manquement d'approvisionnement des pièces stratégique entraînant une perturbation dans la production, le montant de la pénalité s'élève à 100,00€ HT par jour de retard.

Le titulaire se verra appliquer une pénalité forfaitaire de 50€ HT par jour de retard sur simple constat du représentant du pouvoir adjudicateur pour non-respect des interventions programmées de maintenance préventive.

Dans le cas où l'absence du titulaire entraîne une reprogrammation de la maintenance, le surcoût correspondant pourra être supporté par le titulaire.

La mise à jour du logiciel et de l'interface est à la charge du titulaire. En cas de retard constaté dans la mise à jour de ces derniers qui empêcherait la bonne utilisation des machines, le titulaire se verra appliquer une pénalité de 50€ HT par jour d'inaccessibilité à l'outil.

La non mise à jour en temps et en heure des manuels d'utilisation technique de l'ensemble de l'équipement, entraineront l'application d'une pénalité forfaitaire de 50€HT par jour de retard.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Les pénalités sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

## 15 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

## 16 - Résiliation du contrat

### 16.1 - Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas d'infraction caractérisée aux clauses contractuelles, indépendamment des pénalités de retard prévues ci-dessus, et après mise en demeure par lettre recommandée avec A.R. restée sans effet dans le délai fixé, le pouvoir adjudicateur pourra résilier le marché public sans indemnités, après avoir invité le titulaire à présenter des observations dans un délai de 15 jours. La résiliation sera prononcée le cas échéant avec exécution des prestations aux frais et risques du titulaire défaillant.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

### 16.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

## 17 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal administratif de Bordeaux est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français.

## 18 - Clauses complémentaires

### 18.1 Acquisition

Dans son plan d'investissement 2025, il est prévu que le CHU de Bordeaux entame des travaux de construction d'un nouveau bâtiment pour accueillir une nouvelle cuisine.

A ce jour, les équipements à disposition dans les cuisines sont en énergie vapeur mais les futurs apports en énergie de la cuisine seront soit en électrique soit en vapeur.

Afin d'anticiper cette de nouvelle source d'énergie, le titulaire devra proposer une solution de rétrofitage entre l'énergie à vapeur vers l'électrique.

Par ailleurs, le manuel d'utilisation et le manuel technique de l'ensemble de l'équipement, rédigés en français, resteront la propriété du pouvoir adjudicateur. Ils seront mis à jour par le titulaire au fur et à mesure des modifications apportées à l'installation (logiciel et matériel).

Le titulaire est tenu par une obligation de confidentialité et de discrétion professionnelle dans le cadre du marché, relative aux données statistiques et de gestion et aux informations, qu'il aurait à connaître ou qu'il serait susceptible de connaître du fait ou à l'occasion de l'exécution du marché.

## **18.2 Garantie - Maintenance préventive et curative**

### **18.2.1 Maintenance préventive**

La maintenance préventive comprend les prestations destinées à réduire le nombre de pannes des équipements et à prolonger leur durée d'utilisation. Elle a pour but de déceler les problèmes potentiels avant qu'ils ne provoquent des défaillances, donc d'accroître la disponibilité du matériel

La maintenance préventive aura lieu une fois par an au minimum. Le titulaire tiendra compte des indications constructeurs si ces dernières indiquent un nombre supérieur de passage en maintenance préventive.

La maintenance préventive devra être réalisée conformément aux procédures préconisées par le constructeur. Elle couvrira les opérations d'entretien, de contrôles, de réglages y compris les prestations de calibration, et de mise à niveau si nécessaire ainsi que le remplacement des pièces détachées préconisées par le constructeur. Le nombre de maintenances annuelles proposé par le titulaire ne pourra pas être inférieur au nombre de maintenances préconisées par le constructeur.

- Planification d'une maintenance préventive

Lors de la remise de son offre, le Titulaire aura remis un plan de maintenance préventif prévisionnel. Ce planning sera validé ou ajusté, après l'installation et réception de la machine par ses soins, avec le Responsable Maintenance du Service Restauration.

### **18.2.2 Maintenance curative**

La maintenance curative a pour objet les activités de maintenance corrective destinées à rétablir un bien dans un état spécifié ou de lui permettre d'accomplir une fonction requise. Le résultat des activités réalisées doit présenter un caractère permanent ;

- le contrôle du bon fonctionnement.

### **18.2.3 Fourniture illimitée de pièces détachées dans le cadre de la garantie**

Les pièces détachées proposées et fournies par le titulaire seront neuves ou reconditionnées.

Le titulaire, assurera la fourniture de l'ensemble des pièces détachées nécessaires aux interventions de maintenance correctives.

Les prix de tous les produits (port et emballages inclus) sont compris dans la prestation de maintenance quel que soit le niveau de maintenance.

Afin de limiter l'indisponibilité des marmites, le titulaire s'engage à maintenir un stock permanent de pièces détachées stratégiques constitué de la manière la plus pertinente possible. La liste exhaustive des pièces de ce stock devra être remise et valorisée dans la réponse à l'appel d'offre.

## **18.3 Modalités communes à toutes les prestations de maintenance**

### **18.3.1 Consignes à respecter**

Le titulaire qui réalisera la maintenance devra :

- respecter les consignes générales de sécurité et d'entretien, préconisées par le constructeur.
- réaliser un contrôle des performances, pour s'assurer de la conformité de l'équipement aux spécifications du fabricant, après maintenance.

L'équipement ne pourra être remis en fonctionnement dans le service qu'avec l'assurance de son fonctionnement intégral et après accord préalable du Responsable Maintenance du Service Restauration.

### **18.3.2 Rapport d'intervention**

Toute opération de maintenance donnera lieu à l'élaboration par le titulaire d'un rapport d'intervention qui attestera que les opérations prévues dans le présent marché auront bien été effectuées. Ce rapport devra être transmis au Responsable Maintenance du Service Restauration.

Sur ce rapport figurera :

- l'identité de la personne ayant réalisé les opérations de maintenance
- le numéro de série de l'équipement et le numéro d'inventaire CHU (étiquette apposée sur chaque équipement)
- la date, l'heure de début et l'heure de fin de l'intervention
- la durée totale d'immobilisation
- les anomalies constatées
- le détail des opérations effectuées.

Il comportera s'il y a lieu des observations telles que :

- l'usure de certains organes

Les éléments proposés et fournis par le titulaire seront certifiés et conformes aux pièces d'origine du constructeur. L'ensemble des opérations de maintenances réalisées par le titulaire et le pouvoir adjudicateur est inscrit dans le registre de maintenance qui sera transmis par voie électronique sous format Excel au Responsable Maintenance du CHU de Bordeaux.

## **18.4 Modalités communes à toutes les prestations du marché**

### **18.4.1 Modalités de livraison**

Toute livraison égarée du fait du non-respect du lieu de livraison sera à la charge du titulaire du marché public et ne pourra pas être facturée à la personne publique.

Le titulaire est tenu de réaliser des livraisons avec des véhicules pouvant manœuvrer dans l'établissement. Il demeure responsable de tout dommage commis par ses agents représentants ou sous-traitants et pouvant affecter les personnes (agents de l'établissement, usagers, visiteurs) et les biens à l'occasion de la livraison des produits.

Le bordereau de livraison doit figurer obligatoirement dans ou sur le colis.

### **18.4.2 Stipulations relatives à l'application des conditions générales de vente**

Les modalités propres au titulaire, qui pourraient être mentionnées sur les documents annexés à l'acte d'engagement et/ou aux études de cas, notamment les conditions générales de vente, et contradictoires avec les documents contractuels (CCAP et CCAG/PI) ne s'appliqueront pas au présent marché public.

## 19 - Obligation d'égalité, de laïcité et de neutralité

Le titulaire assure le respect du principe d'égalité des usagers devant le service public et veille au respect des principes de neutralité et de laïcité du service public.

Il veille à ce que ses salariés ou toute personne sur laquelle il exerce son autorité hiérarchique ou son pouvoir de direction, lorsqu'ils participent à l'exécution du service public, s'abstiennent notamment de manifester leurs opinions politiques ou religieuses, traitent de façon égale toutes les personnes, et respectent leur liberté de conscience et leur dignité.

En premier lieu, ces personnels s'abstiennent de manifester leurs appartenances ou convictions politiques ou religieuses, tant en arborant des signes ou tenues manifestant ostensiblement de telles appartenances ou convictions, qu'en se livrant à des comportements révélant ces appartenances ou convictions. Ils s'abstiennent également de faire état d'opinions de nature politique ou religieuse dans le cadre des contacts directs ou indirects avec les usagers ou les tiers, et ne peuvent notamment se livrer à des actes de provocation ou de prosélytisme.

En deuxième lieu, ces personnels s'acquittent de leurs obligations dans le respect de l'égalité de traitement entre les usagers.

En dernier lieu, ils respectent la liberté de conscience et la dignité des usagers et des tiers. L'acheteur/ l'autorité concédante est informé(e), à cette fin, des mesures mises en œuvre par le titulaire.

## 20 - Dérogations

- L'article 2 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 11.1 du CCAP déroge à l'article 27.2.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 11.1 du CCAP déroge à l'article 27.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 11.2 du CCAP déroge à l'article 30.4.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 12 du CCAP déroge à l'article 33.5 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 14 du CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services